

Le massacre des réfugiés de la cathédrale de Byumba

Mon expérience du Front Patriotique Rwandais

Par Jean Paul Munyarukato

26 Juin 2007

Ils étaient quelques 200 âmes qui avaient pris refuge dans la cathédrale de Byumba à la reprise des hostilités entre l'armée gouvernementale et les rebelles du Front Patriotique Rwandais (FPR). Des femmes et des enfants; pour la plupart des ressortissants de Rebero et Buhambe dans les environs de la cathédrale de Byumba, des enseignants à l'école primaire d'application, des employés de l'église, quelques fonctionnaires aussi qui exerçaient dans quelques services qui étaient encore opérationnels dans cette ville affectée par la guerre depuis octobre 1990. Les rebelles du FPR sont entrés dans la ville de Byumba dimanche le 17 April 1994 sans rencontrer aucune résistance. L'armée gouvernementale avait évacué la nuit précédente.

Ces réfugiés venaient donc de côtoyer les soldats du FPR pendant plus d'une semaine et s'apprêtaient à regagner leurs domiciles. Tout portait à croire que l'ordre revenait. D'ailleurs cette place qu'ils occupaient étaient plutôt besoin servir un grand nombre de déplacés de Kigali que le FPR convoyait sur Byumba en cette période.

C'est dans ce contexte que la nouvelle autorité du FPR approcha ces gens dans la journée du lundi le 25 avril 994, leur prodiguant les assurances et leur proposa d'aller passer un peu de jours à Kageyo dans les prémisses du noviciat des sœurs de Notre Dame du Bon Conseil pendant que les organes habilités du FPR s'assuraient les moyens de les retourner chez eux en toute sécurité. Ils étaient alors mis en file indienne encadrée par les soldats pour une marche de 4 km et demi vers Kageyo.

L'opération était soigneusement orchestrée. Deux propriétés assez grandes et bien clôturées, l'un appartenant à un certain François Rwambonera, l'autre au commerçant Alphonse Nsengiyumva, avaient été apprêtées à cette occasion à un lieu dit Kuruyaga, sur la route principale Byumba-Rukomo, à moitié de la marche vers Kageyo. Quand la file arriva à la hauteur de cet endroit en fin d'après-midi, une halte fut commandée, les soldats commencèrent à admettre ces gens en petits groupes dans les deux propriétés. On les faisait croire qu'ils allaient subir un petit interrogatoire avant de poursuivre le chemin vers Kageyo. Une justification. C'était tout simplement pour maintenir le calme chez ceux qui attendaient leur tour. A l'intérieur, un autre groupe de soldats se distribuaient les admis qu'ils massacraient en leur brisant le crâne. La fusillade aurait semé la panique.

Je connais la plupart des victimes de ce massacre, des familles entières, des enfants aux bas âges, des bébés qui ne furent pas épargnés. Je connais aussi une personne qui survécut par ce que l'on la crut une Tutsie ayant échappée le premier tri que l'on avait subtilement effectué à la cathédrale. Elle reporta le sort de Madame Musabyimana à qui l'on a demandé aussi de s'en aller pour une autre raison mais ne voulut pas laisser derrière son mari Ignace. Elle insista à prendre part à l'interrogatoire à ses cotés, avec leurs deux enfants et une nièce qui vivait avec eux. Les trois enfants étaient tous âgés de moins de cinq ans. Toute la famille entière périt. Parmi les victimes figurait aussi Médard Mudaheranwa, un collègue étudiant à l'université du Rwanda qui, au moment de la reprise de la guerre civile, se trouvait, comme moi-même, en vacances à Byumba.

Le massacre des réfugiés de la cathédrale de Byumba n'est pas un cas isolé. En ce moment les soldats chargés des opérations de l'arrière-garde sous le commandement de l'actuel Colonel Dan Munyuza des FDR étaient engagés dans une campagne d'extermination des masses à grande envergure à la quelle collaboraient activement les cadres politiques du FPR. Un des membres dirigeants de ces cadres politiques du FPR à Byumba (ABAKADA, comme on les appelle en Kinyarwanda) n'étaient rien d'autre que Monsieur Ignatius Kamali Karegyesa, l'actuel ambassadeur du Rwanda à Kampala. Il a été vu en train de superviser plusieurs massacres en fin d'avril 1994.

J'apprends dans un document disponible sur l'internet relatif à la plainte contre les éléments du FPR au près de la justice espagnole que Père Joachim Vallmajó, le Missionnaire d'Afrique de nationalité espagnole qui a été tué par les soldats du FPR fut enlevé au noviciat des sœurs de Notre Dame du Bon Conseil de Kageyo. On précise le jour et l'heure de l'enlèvement : mardi le 26 Avril 1994 à 14h40. Je me trouvais à la maison familiale de Gitanwa en ce moment. On voit, à partir de la maison, le noviciat à quelques 800 mètres en haut, perché au sommet de Gitanwa, à deux pas de l'école primaire de Kageyo. Dans les jours précédents, on remarquait effectivement son véhicule qui s'en allait à Byumba et revenait au noviciat.

Rétrospectivement, je peux dire que le prêtre a été tué par ce qu'il constituait un témoin gênant pour les massacres ignobles aux quels les éléments du FPR se livraient sur toute la zone de Byumba en cette période. Cela vaut d'ailleurs autant pour l'assassinat d'autres prêtres, notamment à Karushya, près de Rwesero. Il y a notamment en face du noviciat, identifiable et relativement proche, le sommet de Meshero. Cet après-midi de l'enlèvement du Père Vallmajó le FPR avait invité les habitants des environs de Rukomo, un petit centre commercial sur la route de Kigali-Gatuna, de se rendre à cet endroit pour une réunion de prise de contact avec les nouvelles autorités. Pour encourager la participation, la population était laissée croire à l'opportunité d'un recensement des habitants par famille dans la perspective d'une distribution d'assistance humanitaire.

J'ai vu moi-même la population qui affluait au sommet de Meshero à partir d'une heure de l'après midi. Il y a deux kilomètres et demi à vol d'oiseau à partir de chez moi, mais le temps était clair et cette journée du 26 avril 1994 plutôt ensoleillée malgré le mois d'avril connu habituellement pour de grosses pluies et de denses brouillards dans ces montagnes de Byumba. Vers 15h00 de l'après midi, ce sommet était déjà couvert de foule humaine. De loin, je jugeais cette masse plutôt calme et attentive pour une réunion qui, très apparemment, prenait beaucoup de temps pour finir. Elle s'est éternisée jusqu'à la fin de l'après midi. Finalement, quand la fusillade a éclaté vers 17 h30, discernables aussi étaient des gens qui fuyaient la scène de massacre de Meshero et dévalaient en débandade le versant de cette imposante montagne. Malheureusement, un autre groupe de soldats avait formé une chaîne d'assassins en bas de montagne tout au long de la route Kigali-Gatuna. Les fuyards descendaient dans un autre champ d'exécution. Ils étaient abattus comme s'ils étaient quelque forme animale sujette à la chasse.

Le lendemain du massacre, un rescapé de Meshero m'informait que, contrairement à ce que l'on pouvait assumer de loin, il n'y avait pas eu de réunion du tout. La foule était tout simplement assise, assiégée par les soldats, empêchée de se parler ou de se lever pour quelque raison que ce soit. Le massacre avait commencé vers 16h00 sur le modèle de la stratégie employée à Kuruyaga : admission et assassinat de gens en petits groupes dans les locaux d'une école primaire tout près qui n'était pas visible de notre côté. Les soldats ont seulement ouvert le feu à l'approche de la tombée de la nuit sur le constant qu'ils n'allaient pas achever tout le monde. D'ailleurs, les organisateurs de ce massacre avaient également prévu cette éventualité en disposant les soldats au bas de la montagne pour s'assurer un massacre « complet. »

Il y avait aussi cette route Kigali vers Gatuna à la frontière avec l'Uganda. Le quartier général du FPR à Mulindi se trouvait aussi au long de ce corridor. Une fusillade plus tôt aurait alerté quelques convois qui utilisaient cette route pendant la journée y compris des journalistes étrangers qui couvraient la guerre. Sinon, dans les endroits éloignés des voies de communication, les gens étaient tout simplement fusillés, les grenades jetés dans la foule et dans les maisons.

Les massacres similaires ont eu lieu dans plusieurs coins de Byumba du 23 au 30 avril 1994: au stade de Byumba, à Kisaro, à l'école primaire de Kibali, à l'école primaire de Muhondo pour ne citer que les sites les plus importants. Après l'épisode des réunions-mouroirs (INAMA), les soldats descendaient sur les collines et procédaient au regroupement et assassinat des familles entières. Cependant, il apparait que ces massacres étaient bien définis dans le temps, essentiellement dans la deuxième semaine de l'occupation comme si les soldats étaient enjoint d'exterminer autant de gens que possible avant de progresser vers d'autres zones.

Les faits que j'évoque ici sont vérifiables. J'ai eu l'occasion de recouper l'expérience de Byumba avec celle des ressortissants des autres régions. J'ai été dans plusieurs coins de Byumba, Butare, Gitarama et Kibungo entre 1995 et 1999. Je suis un témoin oculaire de la méthode d'extermination des masses du FPR et j'ai suffisamment consulté les autres témoins. Je lis constamment tout ce qui est écrit sur les massacres d'Interahamwes, les massacres du FPR, les travaux du tribunal pénal international sur le Rwanda. Il y a aussi le témoignage vidéo de Marcelin et Gloria Gériin que l'on peut visualiser cette fois ci sur l'internet. Il éclaire sur les actes d'extermination des masses par les soldats du FPR tout au long de la route qu'ils ont emprunté de Kibungo à Mulindi pendant la même période de fin d'avril 1994.

N'ayant aucune raison personnelle de regretter la chute du régime qui comptait sur Interahamwes pour mettre en œuvre le génocide des tutsis, je parle de ces massacres qui ont été perpétrés par le FPR de la manière la plus objective possible. Tous ceux qui sont informés de mon parcours sur ce sujet reconnaîtront d'ailleurs que, plutôt que de m'engager personnellement et sans réserves sur ce terrain, j'avais initialement préféré pointer du doigt la méthode d'extermination des masses du FPR à un nombre d'acteurs capables d'apporter quelque redressement de justice à cette situation. Autrement, les témoignages recueillis à travers le pays dressent un tableau sans équivoque : *les massacres du FPR confirment un niveau d'organisation hors-pair, une volonté explicite d'extermination des masses ainsi qu'une capacité de dissimulation élaborée et constamment actualisée.*

Cela étant dit, revenons sur l'exemple des massacres de Byumba. Il y avait une guerre en cours, bien entendu. Cependant, le front se trouvait en ce moment à 50 km plus au sud dans les environs de la capitale Kigali. En plus, pour procéder à une orchestration des massacres de femmes, enfants et vieillards sur toute une région, le FPR a dû déployer un nombre important de troupes qui, autrement, pouvaient être en train de servir quelque autre rôle d'importance dans le cadre de l'effort de guerre. Ceci constitue une preuve que l'extermination des masses était pour le moins un objectif de guerre explicitement déterminé et autorisé par le haut commandement du FPR.

Je fus instituteur à l'école primaire de Muhondo pendant l'année scolaire 1990/1991. Quand j'ai appris que le FPR a organisé un massacre dans cette école, j'étais naturellement curieux de savoir plus ce qui s'est passé là-bas. Je m'y suis rendu en janvier 1995. Les locaux étaient encore entachés de sang. Une fosse que les soldats du FPR avaient creusée au bas de la cour de récréation pour y jeter, aux dires des témoins de ce massacre, plus de 300 victimes, se faisait remarquer aussi. Peu profonde, on pouvait discerner des bouts de restes humains. Des individus concernés ajoutaient la terre ici et là pour recouvrir ces restes. La végétation s'étendait et aidait à masquer cette fosse commune. L'école avait rouvert ses portes en moment là. Les enfants jouaient sur cette sépulture inconvenable où gisaient parents et voisins ; une réalité dont personne ne pouvait s'indigner ouvertement qu'au risque d'y payer pour sa vie. Le discours officiel était que le FPR n'a pas commis de massacres. Dans son allocution de Kibeho le 07 Avril 2007, le président Kagame est encore revenu sur cette question. « Le FPR n'a tué personne » a-t-il martelé.

Concernant, la capacité de dissimulation des massacres du FPR qui est d'ailleurs constamment actualisée depuis la fin de la guerre, je peux attester que trois semaines après le massacre de Meshero, les soldats sont revenus pour fouiller, ramasser et emporter les dépouilles des victimes qui jonchaient les environs. Aussi, la dernière l'information sur la fosse commune de Muhondo est que qu'elle aurait été vidée au couvert de la nuit, les dépouilles emportaient ailleurs. Cet acte aurait coïncidé avec le lancement des travaux du tribunal Gacaca dans la région. En effet, si l'on se réfère à la version officielle du gouvernement rwandais sur les événements de 1994, il ne peut pas exister de fosses communes dans une zone où Interahamwes ne sont pas connus d'avoir opérés. D'où l'effort soutenu d'effacer les traces surtout quand il s'agit de fosses communes contenant un large nombre de victimes.[cfr.aut du doc26].

Cette dernière information reste à vérifier. Mais le FPR est connu pour plusieurs manœuvres indignées de ce genre depuis la fin de la guerre en 1994. Il y avait notamment une fosse commune à Munyinya, tout à côté de l'ancien bureau communal de Kinyami. Les soldats ont mis trois jours pour la vider. Les dépouilles étaient emportées en camions étroitement gardés. Durant l'opération, les lieux étaient interdits au public, la fosse commune elle-même couverte d'une gigantesque tente que les gens de la région ont vue et se souviennent. Pour faciliter le bon déroulement de l'opération, l'autorité du FPR avait pris soin d'envoyer en mission à l'étranger le bourgmestre local, un Hutu qui, comme la plupart des habitants de la région, avait certainement des relations de parenté et des connaissances qui reposaient dans cette fosse commune.

Toutefois, malgré ces manœuvres du FPR, il n'est pas du tout difficile de prouver l'existence des actes d'extermination des masses de sa part. La stratégie qui était mise en œuvre par le FPR ne varie presque pas dans son exécution, que ce soit dans la campagne de Byumba juste après l'attentat du 06 avril 1994 que dans les opérations de Butare et de Gitarama aux mois de juin et de juillet à la veille de l'instauration du gouvernement FPR à Kigali. En plus, même si les treize ans qui nous séparent des événements de 1994 ont permis au FPR d'affiner ses moyens de dissimulation et de nettoyage des plus grands sites de carnage, les fausses communes issues des assassinats groupés des familles et des voisins sur les collines restent intactes, car elles se trouvent le plus souvent au milieu des habitations, loin des voies de communication. Je connais moi-même une douzaine d'emplacements dans le périmètre de Byumba. Ils m'ont été indiqués par les proches et les voisins des victimes à chaque fois que je voyageais dans cette zone depuis la fin de guerre en 1994 jusqu'en mai 1999 quand j'ai quitté le pays.

Une précision, pourtant : parler des massacres qui ont été perpétrés par les éléments du FPR n'affecte pas en aucun cas la gravité des actes d'extermination des masses qui visaient spécifiquement l'ethnie tutsie pendant la même période. Au contraire. Je me réjouis notamment qu'il existe actuellement une plateforme convenable pour l'exercice de la justice et de la mémoire pour les victimes de ces actes de ce génocide. Cependant, si on examinait en toute conscience et sérénité l'histoire des conflits de pouvoir dans cette région du monde, au Rwanda et au Burundi en particulier, on acceptera sans ambages que le génocide rwandais était le résultat d'une poursuite effrénée des desseins hégémoniques basés le clivage ethnique chez les belligérants de la guerre civile de 1990-1994.

Evidemment, il y a eu cet attentat du 06 avril 1994 qui fut l'élément déclencheur de l'hécatombe de 1994. Je ne crois pas d'ailleurs que son auteur soit parmi ceux qui regrettent vraiment l'avènement du génocide de 1994. Toutefois, à la lumière de la composition ethnique des populations du Rwanda et du Burundi sur la ligne d'une majorité et une minorité, cette histoire des conflits de pouvoir ne limite pas la capacité génocidaire dans les mains d'une ethnie ou d'une autre. Sur ce point, la comparaison du génocide rwandais avec les génocides apparus dans l'Ancien Monde dans une logique de minorité, à savoir le génocide des juifs et le génocide des arméniens par exemple, ne peut qu'obscurcir le fait qu'en 1994 les forces du FPR possédaient une supériorité militaire et luttaient pour la prise du pouvoir. Les actes d'extermination des masses que les rebelles du FPR ont perpétrés reflètent leur capacité militaire et d'organisation. Les membres du FPR étaient essentiellement issus de la minorité tutsie, certes, mais le FPR ne doit pas être confondu à une organisation minoritaire en ce moment. Pour ceux qui voudraient pousser la comparaison plus loin, les massacres dont je parle ne constituent quelques isolés de type Dresden. Ils révèlent une stratégie raisonnée d'extermination des masses de la part du FPR.

D'ailleurs, les lecteurs de ce point de vue remarqueront que le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) aura tergiversé et se sera montré peu disposé à faire la lumière sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui ont été commis par les éléments du FPR notamment à cause de cette confusion. Pourtant les crimes du FPR figurent aussi clairement dans la mission du TPIR qu'ils sont faciles à mettre à jour, du moins si on considère la consistance et la généralisation de la stratégie d'extermination des masses qui a été mise en œuvre par le FPR. Il n'y a pas de doutes sur ce point : si, comme l'on peut déjà le constater nettement, le TPIR ferme ses portes sans avoir apporté la lumière sur les massacres qui ont été perpétrés par les éléments du FPR, il va certainement laisser derrière lui un *héritage nuisible* à la réconciliation nationale au Rwanda.

Pour conclure ce point de vue, je dirais que mon expérience du FPR est profondément imprégnée de sa stratégie d'extermination des masses, de sa capacité de dissimulation. Cela est particulièrement apparent dans le massacre des réfugiés de la cathédrale de Byumba. D'ailleurs, mon évêque, son excellence Monseigneur Servilien Nzakamwita, l'un des quatre destinataires de ce point de vue, conviendra avec moi: le silence sur les actes d'extermination des masses qui ont été perpétrés par le FPR n'est pas du tout susceptible de promouvoir l'Etat de droit et la réconciliation nationale dans son diocèse. Au besoin, il pourra publier les statistiques de l'Eglise sur les victimes des massacres de 1994 à Byumba, pourquoi pas ?

A propos, souvenons nous que la réconciliation nationale forme actuellement une priorité dans l'agenda politique du gouvernement rwandais. Malheureusement, il semble que la passion affichée dans ce sens vise uniquement à impressionner les bailleurs de fonds et secourir la croissance de l'aide internationale. Autrement, la logique de la réconciliation nationale demande que l'on établisse d'abord la vérité sur tous les *massacres ciblés* de grande envergure que le Rwanda a connu en 1994. Et le FPR qui tient les reines du pouvoir politique, militaire et économique au Rwanda ne voudrait pas l'entendre de cette oreille.

Cette situation rappelle un peu le mot d'ordre d'unité nationale sous le régime précédent. Le président Habyarimana vivait, disait-on, de cette aspiration. La politique de l'unité nationale était enseignée à l'école, répétée et renforcée chaque jour dans les discours politiques et sur les ondes de la radio nationale, du matin au soir. Pourtant, que absurde était le silence de ce régime sur le sort des centaines des milliers de ressortissants rwandais condamnés à l'exile dans des pays voisins! Pour le Général Major Habyarimana, l'unité nationale était parfaitement compatible avec le maintien en exile des tutsis. Pour le Général Major Kagame, la réconciliation nationale semble parfaitement compatible avec l'imposition d'un silence absolu sur les massacres qui ont ciblé les hutus. Est-il possible que le temps puisse nous convaincre que le FPR n'a pas tué ? Je ne le crois pas.

Fait à Stoke-on-Trent, ce 26 Juin 2007

Jean Paul Munyarukato



Ce point de vue a été spécialement rédigé à l'attention des personnalités suivantes :

- Monseigneur **Servilien Nzakamwita**, l'évêque de Byumba
- Monseigneur **Thaddée Ntihinyurwa**, l'archevêque de Kigali
- Monseigneur **Anselmo Guido Pecorari**, le Nonce Apostolique au Rwanda
- Monsieur **Jeremy Macadie**, l'ambassadeur de Grande Bretagne au Rwanda

L'adresse de l'auteur: Jean Paul Munyarukato
183 Duke Street,
Heron Cross,
Stoke on Trent,
ST4 3BJ/ UK
Tel: +44(0)7709881046
Email:munyarukato@yahoo.co.uk